



---

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

23 octobre 2018 - n°1

---

### **TRANSAQUA : UN PETIT PAS POUR L'ITALIE, UN GRAND PAS POUR L'AFRIQUE !**

Le projet Transaqua de revitalisation du lac Tchad devient réalité ! Le 16 octobre 2018, à Rome, Francesco La Camera, directeur général du ministère italien de l'Environnement et Mamman Nuhu, secrétaire exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) ont en effet signé un protocole d'accord pour le financement initial de l'étude de faisabilité du projet Transaqua par le gouvernement italien, à hauteur de 1,5 million d'euros. Transaqua prévoit la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau mais aussi de transports terrestres et fluviaux et de centrales hydroélectriques en vue du développement agro-industriel de l'Afrique centrale. Cette proposition avait été développée par la société italienne Bonifica il y a déjà plus de 35 ans. Déjà, lors de la campagne présidentielle de 1995, Jacques Cheminade, président de Solidarité et Progrès en France, avait fait de ce projet le symbole d'une renaissance pour l'Afrique et d'un changement dans les relations franco-africaines. L'Institut Schiller international s'est quant à lui battu durant 30

ans aux côtés de Bonifica pour défendre le projet. On connaît la suite...

La signature officielle fait suite à la décision annoncée le 29 février dernier lors de la conférence internationale du lac Tchad à Abuja, au Nigeria (1). Même s'il faudra encore franchir quelques étapes avant que la subvention puisse être octroyée et que l'étude de faisabilité puisse réellement commencer, cet accord a été salué par les acteurs du projet. « C'est une étape historique », a déclaré Romina Boldrini, président de Bonifica. « *L'Italie donne de l'argent pour le projet Transaqua. Tout le monde s'attend à ce que Bonifica commence l'étude de faisabilité maintenant* ». Marcello Vichi, chef de l'équipe de Bonifica qui a rédigé la première étude sur le projet Transaqua dans les années 1970, s'est dit quant à lui « *très satisfait* » de cet accord : « *Enfin, après tant d'années, les Africains et les Européens ont compris l'importance du projet. Maintenant, nous devons rattraper ce temps perdu* ».

(1) L'auteur de cette lettre d'information était invité pour l'Institut Schiller à cette conférence. Découvrez son compte rendu complet en allant sur ce lien : <https://www.afriquedefutur.com/abuja/>

---

## CONGO : ACCORD MAJEUR POUR LA CONSTRUCTION DU PROJET HYDROÉLECTRIQUE D'INGA 3

Le même 16 octobre, signe que Transaqua n'est pas incompatible, bien au contraire, avec le développement du fleuve Congo (1), la RDC signait un accord en vue de la construction du projet hydroélectrique d'Inga 3. Et là encore avec un pays européen (malheureusement, toujours pas la France...) ! D'une valeur de 14 milliards de dollars, ce projet sera dirigé par un consortium composé de la société chinoise du Barrage des Trois-Gorges et une deuxième société espagnole, ACS (Actividades de Construcción y Servicios SA), comme cela a été rapporté par Reuters. Inga 3 fait partie d'un programme de développement de barrages hydroélectriques le long du fleuve Congo, dont le coût s'élève de 50 à 80 milliards de dollars. Comme l'a précisé dans un communiqué l'agence d'État responsable du projet, la prochaine étape consistera, pour les investisseurs, à effectuer des études détaillées, en tenant compte des considérations sociales et environnementales. Les 11 000 MW que pourra générer Inga 3 devraient permettre de fournir de l'électricité à la population congolaise, dont on sait qu'à peine 15 % a aujourd'hui accès à l'électricité, mais aussi à une partie de de l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux industries minières.

(1) Voir notre page « Non Transaqua ne volera pas les eaux au fleuve Congo ! », avec une mise au point de Jacques Cheminade en réponse aux opposants au projet Transaqua.

---

## AL-SISSI À SOTCHI : L'EGYPTE ET LA RUSSIE AU TOP DE LA COOPÉRATION

Mercredi 17 octobre, le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi rencontrait Vladimir Poutine à Sotchi. Une rencontre qui est loin d'être la première. La plus récente a

eu lieu au Caire en décembre 2017 et la plus ancienne remonte au 12 août 2014 en Russie, juste après le refus d'al-Sissi de prendre part au sommet d'Obama en Afrique (un sommet où l'ancien président américain n'avait de toute façon prévu aucun moment pour s'entretenir directement avec les chefs d'État africains).

Une manière pour l'Égypte, au-delà de ses différends politiques et militaires récents avec les États-Unis (avec lesquels elle est pourtant alliée depuis les années 1970), d'affirmer sa volonté de se rapprocher des BRICS, dont l'approche héritière des non-alignés contraste totalement avec l'unilatéralisme transatlantique.

A noter toutefois que les tensions se sont estompées depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, qui, malgré ses multiples contradictions, a témoigné d'une ouverture plus grande (et décisive) envers les pays émergents – comme l'ont notamment montré ses rencontres avec Poutine, les dirigeants coréens et Xi Jinping. Le 3 avril 2017 c'est al-Sissi qui était reçu à la Maison Blanche, chose qui n'était pas arrivée depuis la présidence Obama (qui avait préféré brandir le « droitdelhommisme » – tout en soutenant par ailleurs activement les Frères musulmans).

Les rencontres entre al-Sissi et Poutine sont chaque fois l'occasion de renforcer une coopération tant sur le plan sécuritaire que culturel, économique, agricole et industriel – avec notamment la perspective de construire une centrale nucléaire en Égypte, la première dans le pays, et une zone industrielle de 525 ha dans le cadre de la zone économique du canal de Suez, à l'est de Port Saïd. Cette dernière devrait faire l'objet de 190 millions de dollars d'investissements russes et de quelque 7 milliards de dollars d'investissements privés selon les estimations de M. Manturov, ministre russe du Commerce et de l'industrie, qui a co-signé l'accord avec son homologue égyptien Tarek Kabil. Elle se consacrera aux produits de haute technologie et de haute qualité, à destination du marché égyptien et de pays tiers. Elle utilisera les moyens russes pour ce qui est de l'assemblage et de la production. La création de cette zone industrielle

prendrait environ 13 ans selon certaines estimations mais on prévoit déjà qu'à partir de 2026, sa production générera une valeur de 3,6 milliards de dollars américains par an.

A noter qu'un accord de libre-échange entre l'Égypte et la Russie a également été signé lors de la venue de Poutine au Caire les 9 et 10 février 2015, officialisant l'entrée de l'Égypte au sein de l'Union douanière eurasiatique, composée de la Russie, du Kazakhstan, de la Biélorussie et de l'Arménie.

Concernant les accords agricoles, la Russie exporte du blé à destination de l'Égypte, mais ce dans la mesure où le gouvernement s'était donné comme objectif en 2015, par la voix du ministre de l'Agriculture Abdel Al-Beltagy, de faire produire par le pays lui-même 75 % de sa propre consommation d'ici fin 2017. Pour cela, la rénovation de silos et l'acquisition de nouvelles plateformes de stockage, notamment auprès de la Russie, avaient été planifiées. En échange, l'Égypte exporte à destination de la Russie des fruits et légumes. Ainsi, malgré quelques aléas et le fait que l'Égypte tente désormais de diversifier ses acheteurs notamment auprès de la Chine, la Russie est toujours à ce jour, avec les pays arabes, l'un des plus gros marchés agricoles de l'Égypte. En octobre 2017, le pays annonçait, par rapport à l'année précédente et sur une période de 9 mois, une augmentation de 13,9 % de ses exportations agricoles.

Quant à la future centrale nucléaire, pour laquelle un accord a été signé entre les deux chefs d'État lors de la visite du 11 décembre 2017 au Caire, elle est prévue pour être construite par Rosatom à El-Dabaa, à l'ouest d'Alexandrie. Quatre réacteurs de 1200 MW sont envisagés ainsi qu'un transfert de technologies et de savoir-faire, le tout pour une somme estimée à environ 25 milliards de dollars. La Russie doit également fournir le combustible nécessaire. La centrale, vitale pour le pays, qui subit régulièrement des pénuries du fait de ses centrales à pétrole ou à gaz vieillissantes et en sous-nombre, devrait être achevée en 2022 et entrer en fonction en 2024. Pourtant ce ne doit être qu'un début, car une telle centrale est loin d'être suffisante pour répondre aux problèmes de pénuries d'eau (pour lesquels

d'autres centrales nucléaires seront nécessaires notamment afin d'assurer un dessalement de l'eau de mer en abondance et à bas coût) et pour supporter le nouveau miracle agro-industriel voulu par le gouvernement al-Sissi. Ainsi son plan « Egypt 2052 » est composé de pas moins de 25 projets, notamment celui de reverdir le désert afin de désengorger la vallée du Nil (Projet Toshka).

---

## LE MAGNIFIQUE NOUVEAU PONT DE JINJA EST OUVERT EN OUGANDA

Le 17 octobre, le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, a coupé le ruban pour ouvrir la « Source du Nil », nouveau pont de Jinja (du nom de la ville où il se trouve). L'ouvrage, d'une longueur de 525 m, est désormais le cinquième plus long pont d'Afrique. Faite de béton et d'acier, la Source du Nil est constituée de 72 câbles blancs reliant le tablier du pont à 2 tours à pylône en Y inversé de 69 m de hauteur. Comportant deux chaussées séparées, elle constitue un autre itinéraire important pour l'acheminement des importations et des exportations entre l'Ouganda et le Kenya. Masahisa Sato, ministre d'État aux Affaires étrangères du Japon, participait à la cérémonie. En effet cette structure admirable, fruit d'une collaboration entre l'Asie et l'Afrique, a été financée à 80 % par l'Agence de coopération internationale du Japon. Elle a été construite par la société japonaise Zenitaka Corp et par le coréen du Sud Hyundai Engineering and Construction. Les travaux, qui ont duré 4 ans, ont permis d'embaucher 800 employés, dont près de 90 % étaient ougandais.

---

## HOMMAGE À THOMAS SANKARA, ASSASSINÉ EN OCTOBRE 1987

C'est Thomas Sankara qui, quelque temps avant sa mort il y a 31 ans, lançait le premier projet d'une grande muraille verte pour la lutte contre la désertification. C'était lors de la conférence de SILVA sur l'arbre et la forêt, en 1986 à Paris.

Il fut le premier président africain à sensibiliser la population sur le problème de la désertification, lançant une campagne massive de reforestation avec le slogan : « *Un village un bosquet* ». C'est ainsi que des millions d'arbres ont été plantés aux Pays des hommes intègres. La construction d'une ceinture verte autour de la ville de Ouagadougou avait même commencé. En réalité, le capitaine Sankara avait de plus grandes ambitions pour le développement de son continent et démarchait déjà les pays riverains du Burkina Faso pour la réalisation d'une grande ceinture verte transnationale. Ce projet, connu aujourd'hui sous le nom de Grande muraille, est promu par l'Agence panafricaine de la grande muraille verte. Mais il est malheureusement resté depuis une coquille vide...

Or, on le sait, la reforestation est un enjeu majeur pour l'avenir de l'Afrique du Nord, du fait de la raréfaction des ressources causée par l'avancée du désert, qui engendre de manière inéluctable des conflits entre éleveurs transhumants, agriculteurs, pêcheurs, sédentaires et nomades. Avec cette muraille verte qui devrait relier Dakar à Djibouti sur une distance de 7 000 km et une largeur de 15 km, au-delà du fait d'atténuer les effets de la désertification,

on pourra, par une approche de développement intégré, créer un ensemble d'activités agro-sylvo-pastorales génératrices de revenus et d'emplois pour tous les pays concernés.

Ce projet aura comme première conséquence de créer une zone de développement agricole pour les populations environnantes. Et pour une fois, un mur ne sera pas créé pour séparer les individus et les peuples mais pour les réunir autour d'une perspective utile à tous. Certes Thomas Sankara fut assassiné en grande partie pour son discours sur la dette lors du sommet de l'OUA en 1987. Mais c'est surtout sa conception et sa vision pour le développement économique réel de son pays et de l'Afrique en général, qui a poussé les commanditaires à agir et à l'éliminer. M. Macron, des nouvelles de votre promesse de déclassifier les documents liés à la mort de Sankara ?

Concluons avec ces mots de Thomas Sankara, qui doivent tous nous faire réfléchir aujourd'hui, où que nous soyons :

*« Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe ! »*

*« La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons en sûrs également. »*

*« Quand le peuple se met debout, l'impérialisme tremble. »*

Voir l'Afrique avec les yeux du futur  
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.  
Directeur de publication : Sébastien Périmony  
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine  
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : [sebastienperimony@gmail.com](mailto:sebastienperimony@gmail.com)  
[www.afriquedufutur.com](http://www.afriquedufutur.com)

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)  
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)  
Abonnement par virement ou par chèque  
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR